

## **TEXTE DE JOSEF ZISYADIS**

Ce matin en arrivant à la manifestation, j'ai fait un rêve tout éveillé, vous savez un de ces rêves qui sont entre la science-fiction politique et l'espoir secret...

J'ai rêvé que nous avons un vrai Gouvernement en Suisse, oh rien de très révolutionnaire, mais juste un Gouvernement représentant et défendant de façon conséquente et volontariste les salariés de notre pays, c'est-à-dire celles et ceux qui créent les richesses de leurs mains, de leurs pieds, de leurs têtes.

Un Gouvernement qui ose, qui en veut. Bref un Gouvernement qui résiste à l'air du temps et qui arrête de s'aplatir devant les financiers capitalistes.

Et l'on se prend à rêver d'un monde pas si utopique, où des hommes et des femmes prennent les bonnes décisions et les appliquent sans se soucier des autres Gouvernements, mais simplement parce qu'ils ont décidé d'agir dans l'intérêt général de la majorité sociale.

Et ce matin-là au Palais fédéral, par un beau mercredi de printemps, après avoir entendu les syndicats et quelques experts de tout poil, le Conseil fédéral à 6 voix contre une (on ne saura jamais laquelle...) décide une mesure exceptionnelle : l'expropriation de Swissmetal-Boillat, c'est-à-dire l'annulation de toutes les prérogatives légales et juridiques de Swissmetal sur la Boillat.

Dans la même foulée, le ministre en charge de l'économie, un nouveau, en fait un ancien syndicaliste aux lunettes épiasses, prend la seule mesure conséquente suite à la longue grève : la création d'une société d'utilité publique et sociale sous la responsabilité de la Confédération, des cantons et des communes concernées. Un conseil d'administration fut désigné, comportant pour la première fois des administrateurs élus directement par les ouvriers et les cadres de la Boillat.

La centaine de journalistes suisses et étrangers qui avaient accouru dans l'après-midi du mercredi, suite à quelques indiscretions du matin, pour écouter le Conseil fédéral, n'en revenait pas.

Il se passait quelque chose dans la Berne fédérale et pas n'importe quoi ! Une partie des commentateurs ne tarda pas à relever ce changement de cap pour protéger toute une région et son tissu économique. Une autre partie, fidèle à son habitude ne tarda pas à stigmatiser une mesure qui sortait des ornières de tout ce qu'ils avaient appris dans leur catéchisme économique.

Dans l'après-midi même, les Conseils d'Etat des cantons d'Obwald, Schaffhouse, Zoug et Appenzell réunis signaient un communiqué de presse fustigeant une décision politique mettant en danger l'attractivité de la Suisse, sa place financière et sa stabilité internationalement reconnue.

Plus tard, dans la nuit, un communiqué lapidaire mais clair et précis, provenant de Bolivie, du Président démocratiquement élu de ce pays, un ancien paysan andin, félicitait la Suisse pour son courage et sa décision.

On sentait qu'il se passait quelque chose. D'abord éberlués, les salariés sortirent d'une espèce de torpeur et se mirent secrètement à espérer qu'enfin la dignité du travailleur devienne une valeur fondamentale du pays. Les discussions allaient bon train. « La soupe est pleine » du dimanche suivant était une des plus fades jamais entendues... Même Thierry Meury avait perdu sa verve légendaire ! Il y avait des sourires entendus et les têtes d'ordinaires baissées, avaient tendance à se relever, un peu par défi, souvent par fierté.

L'été n'était pas loin, le soleil refaisait son apparition, la température dans l'usine était chaude. La fraternité et l'amitié née de la grève et de la lutte de toute une région, donnait une sacrée envie de redémarrer la production tant attendue et cette fois-ci dans l'intérêt de la population.

Bon, j'arrête là mon rêve éveillé.

Il ne tient qu'à nous qu'il devienne réalité, c'est pour cela que nous sommes là aujourd'hui.

LA BOILLAT VIVRA !

*Josef Zisyadis*